SES · TERMINALE / COURS

Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

Astrolab Cours · astrolabcours.fr

01 Le problème

Vingt et un pays de l'Union européenne partagent l'euro. Ils ont la même monnaie, la même banque centrale, le même taux d'intérêt directeur. Pourtant, quand l'Espagne connaît un fort chômage et que l'Allemagne manque de main-d'œuvre, ils auraient besoin de politiques différentes. Comment mener une politique économique quand on a abandonné une partie de ses outils ?

01 Ce que tu vas comprendre

Ce chapitre présente ce que l'intégration européenne a mis en commun (le marché unique, la concurrence, la monnaie) et ce qui reste national (le budget), puis les tensions qui en découlent et les réponses apportées.

01 L'idée : la cordée

La zone euro est une **cordée** d'alpinistes. Être encordés protège : si l'un glisse, les autres le retiennent. Mais tous doivent avancer au même rythme. Si l'un est fatigué et l'autre en pleine forme, la corde se tend. Il faut alors se coordonner, ou s'entraider.

01 Les mots du sujet

- **Marché unique** : espace sans frontières intérieures où circulent librement marchandises, services, capitaux et personnes (depuis 1993).
- **Union économique et monétaire (UEM)** : partage d'une monnaie unique, l'euro, créé en 1999, en circulation sous forme de billets et pièces depuis 2002.
- **Politique monétaire** : action de la banque centrale sur les taux d'intérêt et la quantité de monnaie.
- **Politique budgétaire** : utilisation des dépenses publiques et des impôts pour agir sur l'économie.
- **Choc asymétrique** : événement qui touche un pays plus que les autres.

1. Le marché unique et la concurrence

Le marché unique permet aux entreprises de vendre dans toute l'Union sans droits de douane, ce qui élargit les débouchés, stimule la concurrence et fait baisser les prix. La **Commission européenne** conduit la **politique de la concurrence** : elle sanctionne les ententes et les abus de position dominante, contrôle les fusions, et encadre les **aides d'État** pour éviter qu'un pays avantage ses entreprises au détriment des autres.

© Astrolab Cours · astrolabcours.fr/ses/terminale/politiques-europeennes/ · Tous droits réservés : usage personnel uniquement, republication et usage commercial interdits

2. La politique monétaire unique

La **Banque centrale européenne** (BCE), indépendante des gouvernements, a pour mission principale la **stabilité des prix**, avec une inflation proche de 2 % à moyen terme. Elle agit par ses taux directeurs. Après la crise de 2008, puis pendant la crise de la dette et la crise sanitaire, elle a aussi acheté massivement des titres de dette publique et privée pour faire baisser les taux d'intérêt.

3. Les politiques budgétaires nationales

Chaque pays garde son **budget**. Pour éviter qu'un pays trop endetté ne fragilise la monnaie commune, le **Pacte de stabilité et de croissance** fixe deux repères : un déficit public inférieur à 3 % du PIB et une dette publique inférieure à 60 % du PIB. Ces règles ont été suspendues pendant la crise du Covid-19 et réformées en 2024, avec des trajectoires d'ajustement propres à chaque pays.

- **La politique budgétaire de relance**, selon Keynes : en récession, l'État dépense plus ou baisse les impôts pour soutenir la demande. L'effet est amplifié par le **multiplicateur** : chaque euro dépensé devient un revenu pour d'autres, qui en dépensent une partie.
- **Les stabilisateurs automatiques** : en récession, les recettes fiscales baissent et les dépenses d'indemnisation augmentent sans décision nouvelle, ce qui soutient la demande.

4. Les tensions de la zone euro

- **Les chocs asymétriques** : un pays touché ne peut plus dévaluer sa monnaie ni baisser ses taux seul. Il ne lui reste que le budget, encadré, et l'ajustement par les salaires et l'emploi, souvent douloureux.
- **Le passager clandestin** : un pays peut profiter de la stabilité de l'euro tout en laissant filer ses déficits.
- **Le manque de coordination** : si chaque pays réduit en même temps son déficit, la demande baisse partout et la croissance ralentit.

La crise de la dette grecque, à partir de 2010, a montré ces tensions. En réponse, l'Union a créé des mécanismes de solidarité, comme le **Mécanisme européen de stabilité**, puis en 2020 un **plan de relance commun**, NextGenerationEU, de 750 milliards d'euros, financé pour la première fois par un emprunt européen.

Exemple guidé

L'État d'un pays de la zone euro augmente ses dépenses de 10 milliards d'euros pour relancer l'activité. Les ménages dépensent 60 % de chaque revenu supplémentaire dans le pays, le reste est épargné ou dépensé en importations.

1. **Premier tour** : 10 milliards deviennent des revenus pour les entreprises et les salariés.
2. **Deuxième tour** : ils en dépensent 60 %, soit 6 milliards.
3. **Troisième tour** : 60 % de 6, soit 3,6 milliards, et ainsi de suite.
4. **Total** : 10 / (1 − 0,6) = 25 milliards. Le multiplicateur vaut 2,5.

© Astrolab Cours · astrolabcours.fr/ses/terminale/politiques-europeennes/ · Tous droits réservés : usage personnel uniquement, republication et usage commercial interdits

5. **Dans une économie très ouverte**, où l'on dépense par exemple 40 % seulement dans le pays, le multiplicateur tombe à 10 / 0,6 ≈ 1,7 : une partie de la relance profite aux voisins. C'est un argument pour coordonner les relances au niveau européen.

Les pièges

- Croire que la BCE peut adapter son taux à chaque pays.
- Confondre Union européenne (27 pays) et zone euro (21 pays depuis l'entrée de la Bulgarie en 2026).
- Croire que les règles budgétaires interdisent tout déficit : elles fixent des plafonds.
- Oublier que la politique de la concurrence est européenne, alors que le budget reste national.

© Astrolab Cours · astrolabcours.fr/ses/terminale/politiques-europeennes/ · Tous droits réservés : usage personnel uniquement, republication et usage commercial interdits